

ATIONS UNIES

ONSEIL
E TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/COM.6/L.1
28 avril 1952
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DU "DAGOMBA STATE COUNCIL"
CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

Note du Secrétaire général : Conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle, et conformément aux paragraphes 9 et 10 du rapport du Comité de l'examen des pétitions (T/L.243) adopté par le Conseil de tutelle à sa 397^{ème} séance, le 13 mars 1952, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres du Conseil de tutelle et au Gouvernement italien, en sa qualité d'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie, une communication en date du 3 avril 1952 émanant du Dagomba State Council et concernant le Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique.

No. 154/LC-3/50

The Dagomba State Council,
State Council Office

Y E N D I . N.T.,
Côte de l'Or, Afrique occidentale
3 avril 1952

Monsieur,

ASSEMBLEE DU DAGOMBA STATE COUNCIL
18 mars 1952

Je vous adresse ci-joint, pour information et pour la suite à lui donner,
une pétition émanant du Dagomba State Council.

(signé) (illisible)

Secrétaire

DAGOMBA STATE COUNCIL

AU PREMIER MINISTRE, A ACCRA, COTE DE L'OR.

AU MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES AFFAIRES ETRANGERES, A ACCRA.

AU SECRETAIRE DU CONSEIL DE TUTELLE, AUX BONS SOINS DE L'ONU, A NEW-YORK, AMERIQUE.

AU SECRETAIRE D'ETAT AUX COLONIES,
COLONIAL OFFICE, A LONDRES.

AU MINISTRE DU GOUVERNEMENT LOCAL, A ACCRA.

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES TRAVAUX, A ACCRA.

A L'HONORABLE J.H. ALLASSANI, SECRETAIRE DU CHEF DES AFFAIRES
GOUVERNEMENTALES, A ACCRA.

AU FONCTIONNAIRE CHARGE DE LA LIAISON AVEC LE PUBLIC, A ACCRA.

AU "GHANA EXPRESS", A ACCRA.

A NAYIRI, A NALERIGU.

AU NA DE BIMBILLA, A BIMBILLA.

A YABUMMURA, A DEMONGO.

ASSEMBLEE DU DAGOMBA STATE COUNCIL
18 mars 1952

Notre Assemblée de ce jour a pour objet d'examiner à nouveau la QUESTION FOGOLAISE.

Nous avons appris que les Ewes continuent à demander avec insistance la création d'un Etat du Togo qui réunirait les anciens territoires allemands sous tutelle du Royaume-Uni et que les délégués de l'Organisation des Nations Unies rendront bientôt visite aux Territoires sous mandat.

Nous, chefs, anciens et habitants de Dagbon, répétons ici et rappelons aux honorables membres du Conseil de tutelle ce que nous avons déclaré dans nos pétitions de 1949 et 1950 ^{1/}, à savoir :

"Que l'Etat de Dagomba constitue une unité culturelle, sociale, ethnique et linguistique; que sans égards pour les vœux de la population il a été séparé en deux parties [par deux Puissances]; que cette division [injustifiable et] artificielle de [notre] Etat ne tardera pas à entraver nos progrès dans le domaine de l'enseignement et dans le domaine économique et social; [que nous désirons ardemment] que la frontière artificielle qui divise notre Etat en deux parties soit abolie et que la partie de [notre] Etat qui est actuellement intégrée au Togo sous tutelle du Royaume-Uni soit réunie sans délai à la partie adjacente et devienne, du point de vue juridique, sous sa forme actuelle, un territoire administré par le Protectorat des territoires du Nord de la Côte de l'Or".

Nous maintenons nos déclarations et nous protestons contre toute opinion contraire à nos revendications.

Nous ne voulons pas avoir de représentants au Conseil mixte dont le Conseil de tutelle propose la création; ce conseil ne nous concerne pas.

Nous n'avons aucun rapport avec les populations du Togo méridional; il n'existe aucun lien ethnique entre elles et nous et il n'en existera jamais.

Nous avons aussi appris que la Mission de visite du Conseil de tutelle de l'Organisation des Nations Unies visitera ces territoires cette année.

Nous déclarons que nous ne l'accueillerons pas dans l'Etat de Dagbon, car nous sommes maintenant intégrés au Protectorat des territoires du Nord de la Côte de l'Or. Nous n'avons rien à voir avec la Mission. Nous protestons vivement contre tout partage en deux de l'Etat de Dagomba. Notre Etat dont nous revendiquons une partie qui est au Togo est actuellement intégré au Protectorat des territoires du Nord de la Côte de l'Or.

Nous répétons que nous n'accueillerons pas la Mission de visite dans notre Etat.

Aux honorables membres du Conseil de tutelle; pour les chefs, anciens et habitants de Dagbon et en leur nom.

(Leurs marques)

YA-NA	X
ADAM-KARAGA-NA	X
ANDANI-MION-IANA	X
ZAKARI-GUSHE-NA	X
ADANI-YELZORI-IANA	X
MAHAMA-KWORLI GBON-IANA	X
HAMIDU-SUNSON-NA	X
KOFIKA-CHEREPONI-FAME	X
MAHAMA-DEMON-NA	X

SALIFU - ZOGUYURI-NA pour : MAHAMADU-YO-NA. - REPRESENTANT X

AFA SUMANI pour : ALLASSAN-KUMBUNGU-NA. REPRESENTANT X

MAHAMA KOLLA-IANA pour : SULEMANU-NANTON-NA. REPRESENTANT X

TAAYILI BUNGA pour : YIRI-TOLON GBON-IANA. REPRESENTANT X

FUSHEINI - IAMASHE-NA pour : ALLASSAN-GULKPE-NA. REPRESENTANT X

(signé) (illisible)

(Témoin certifiant l'authenticité des marques)

- (1) AU PREMIER MINISTRE, A ACCRA, COTE DE L'OR.
- (2) AU MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES AFFAIRES ETRANGERES, A ACCRA.
- (3) AU SECRETAIRE DU CONSEIL DE TUTELLE, AUX BONS SOINS DE L'ONU, A NEW-YORK, AMERIQUE.
- (4) AU SECRETAIRE D'ETAT AUX COLONIES, COLONIAL OFFICE, A LONDRES.

- (5) AU MINISTRE DU GOUVERNEMENT LOCAL, A ACCRA.
- (6) AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET DES TRAVAUX, A ACCRA.
- (7) A L'HONORABLE J.H. ALLASSANI, SECRETAIRE DU CHEF DES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES, A ACCRA.
- (8) AU FONCTIONNAIRE CHARGE DE LA LIAISON AVEC LE PUBLIC, A ACCRA.
- (9) AU "GHANA EXPRESS", A ACCRA.
- (10) A NAYIRI, A NALERIGU.
- (11) AU NA DE BIMBILLA, A BIMBILLA.
- (12) A YABUMWURA, A DEMONGO.
